



Catastrophes climatiques, désastres sociaux

Pascal Acot publie *Catastrophes climatiques, désastres sociaux* et tire la sonnette d'alarme : le changement climatique ne doit pas être pensé en dehors de ses conséquences sociales

Entretien Anh-Gaëlle Truong

Photos Marc Deneyer



Pascal Acot est historien de l'écologie. Il est d'ailleurs le premier à étudier le sujet pour sa thèse d'Etat, soutenue en 1985 sous la direction de François Dagognet. Dans ce cadre, il s'intéresse, de fait, aux phénomènes climatiques. Mais ce n'est qu'en 2003 que les éditions Perrin lui demandent de rédiger une histoire du climat. Aujourd'hui, avec *Catastrophes climatiques, désastres sociaux*, aux Presses universitaires de France, il en livre une suite engagée. Il était l'invité en février dernier des Amphis du savoir proposés par l'Espace Mendès France et la faculté des sciences fondamentales et appliquées de Poitiers.

L'Actualité. – *Catastrophes climatiques, désastres sociaux* est-il la déclinaison politique de votre *Histoire du Climat* ?

Pascal Acot. – En effet, *Histoire du climat* m'a permis de développer l'idée suivante : si, en règle générale, les périodes clémentes sont plutôt favorables au développement des sociétés humaines, les facteurs climatiques sont, malgré les apparences, rarement déter-

minants. Ainsi, il y a environ 8 000 ans un réchauffement climatique important a couvert le Proche-Orient de graminées sauvages : en quelques millénaires, les groupes nomades de chasseurs-cueilleurs se sédentarisent, bâtissent des villages, cultivent la terre et domestiquent des animaux. C'est la révolution néolithique. D'un autre côté, l'exemple de la colonisation du Groenland nous donne une leçon de nuance. La disparition des établissements vikings du Groenland avec la détérioration progressive du climat à partir du XIV^e siècle accreditte l'idée d'un déterminisme climatique. Mais ce n'est qu'une apparence. Quelques décennies seulement après la disparition des Vikings, alors que les conditions climatiques se sont détériorées, le commerce transocéanique entre l'Europe et l'Amérique commence à se développer. Les progrès technologiques permettent, pendant ce petit âge glaciaire, un essor spectaculaire du commerce. On voit bien que la manière dont pèse le climat sur les sociétés humaines dépend de l'état de développement (niveau de pauvreté, niveau d'instruction, solidarités) de ces sociétés et de

Ilulissat, dans la baie de Disko à l'ouest du Groenland.

leur potentiel de développement. Cette idée d'un certain relativisme climatique pourrait éclairer d'un jour nouveau le débat actuel sur le changement climatique et les moyens ordinairement préconisés pour émanciper les sociétés humaines de ce qui leur est le plus souvent présenté comme une fatalité catastrophique pour les siècles à venir.

Peut-on en conclure que, pour vous, la réduction des inégalités sociales est un préalable à la lutte contre le changement climatique ?

Un préalable sûrement pas. Un parallèle oui. La question climatique ne peut être pensée en dehors de ses effets sociaux. Un cyclone, une sécheresse sont des catastrophes seulement si les gens souffrent. Or, ce sont les pauvres qui souffrent en premier. L'ouragan Katrina et ses effets cataclysmiques a été exemplaire sur ce point : la puissance de la perturbation n'explique pas l'essentiel. Elle n'explique pas, par exemple, la fragilité des bâtiments, des aménagements urbains et de certaines digues du Sud-Est des Etats-Unis, après tant d'alertes, tant de cyclones, tant de destructions et tant de morts, chaque année ou presque au cours des deux derniers siècles. Elle n'explique pas que les noirs pauvres, si nombreux dans le pays le plus riche du monde, aient été les plus touchés, et de loin ; elle n'explique pas non plus les pillages et les violences armées dans le pays modèle du libéralisme économique. Malgré quelques petites solidarités, les communautés aux Etats-Unis ne sont plus communautaires.



Fonte des glaces et Gulf Stream

Le réchauffement provoque la fonte des glaces. Cette eau douce dans les mers freinerait voire interromprait le Gulf Stream. En effet, le moteur de ce courant est la différence de densité, due à la salinité et à la température, des eaux venues de l'équateur quand elles rencontrent les eaux plus froides et plus salées venues du pôle. Si ce gigantesque courant s'arrête, c'est toute la chaleur qu'il véhiculerait plus les côtes de l'Europe de l'Ouest. Dans ce contexte, le réchauffement global provoquerait un refroidissement dans nos contrées.

BIBLIOGRAPHIE

- Catastrophes climatiques, désastres sociaux*, PUF, 2005.
Histoire du climat, Plon-Perrin, 2003.
L'éthique environnementale (éditeur scientifique, avec Anne Fagot-Largeault, professeur au Collège de France), éditions Sens, 2000.
L'histoire des sciences, PUF, coll. «Que sais-je ?», 1999.
Histoire de l'Ecologie, PUF, coll. «Que sais-je ?», 1994
Histoire de l'Ecologie, PUF, 1988

Chaque homme est une île. L'affrontement des libertés individuelles trouve ses limites dans l'adversité induite par le changement climatique. C'est aussi ce qu'il s'est passé en France avec la canicule qui a frappé plus durement les défavorisés.

Mais, globalement, en cas de réchauffement brutal et de refroidissement, si le Gulf Stream s'arrête, les pays comme la France ou les Etats-Unis s'en sortiront bien. Dans un tel scénario, la catastrophe sera pour les pays du tiers-monde.

Selon vous, le libéralisme va à l'encontre de toutes les mesures de lutte contre les effets du changement climatique.

Si on veut se donner les moyens de lutter efficacement, solidement, contre les effets néfastes du changement climatique, il ne faut pas laisser le libéralisme continuer à prendre la main. Il faut cesser de parier sur le surgissement de mécanismes spontanés d'autorégulation de l'économie-monde. L'économie dite «libérale» broie sous la pauvreté, la maladie et l'ignorance plus de la moitié de l'humanité. Et les instances de régulation comme l'ONU avec son Agenda 21 sont loin de créer les conditions pour que les pays du tiers-monde sortent de leur sous-développement. L'ONU évalue à environ 125 milliards d'euros par an le financement de ce programme. Or les économistes sérieux savent que les conditions sont loin d'être créées pour que les Pays les moins avancés (PMA) sortent de leur sous-développement. Pourtant, et à titre d'exemple, pour le prix de 11 bombardiers furtifs, on pourrait financer 4 ans d'enseignement primaire pour les 135 millions d'enfants non scolarisés de la planète.

Ce qui fait peur aux instances mondiales, c'est que le développement des pays du tiers-monde s'accompagne d'une pollution majeure. Mais, avec de l'argent, nous pouvons développer le solaire ou les pompes à chaleur pour les populations du Sahel plutôt que de contribuer encore à la déforestation en les laissant couper les seuls arbres restants pour faire cuire leur nourriture. Car le sous-développement a aussi des conséquences écologiques néfastes.

Si la lutte contre les inégalités sociales ne peut être un préalable à la lutte contre l'effet de serre, vous concluez cependant ainsi votre livre : les rapports sociaux harmonieux pourraient créer les conditions d'une gestion rationnelle des richesses de la planète...

En effet, Marx, par exemple, conçoit la nature comme pratique humaine et l'essence humaine comme l'ensemble des rapports sociaux. En combinant les deux thèses puisque nature et sociétés humaines interagissent depuis les origines, la nature devient alors produit de rapports sociaux. La question cruciale des relations

entre les êtres humains et leurs environnements est dès lors étroitement liée à celle des relations entre les êtres humains eux-mêmes. Que ces rapports soient brutaux et destructeurs, que la rapacité, l'oppression et l'exploitation dominant, et voici ce à quoi nous assistons aujourd'hui : le pillage aveugle de la «nature» et la marchandisation destructrice d'un patrimoine commun à tous les êtres humains. Inversement, on pourrait imaginer que dans un monde où prévaudraient des rapports sociaux plus justes, épanouissants et harmonieux, les conditions seraient créées pour une gestion rationnelle des richesses de la planète. Et même si nous sommes à l'un de ces moments de l'histoire où beaucoup semblent avoir renoncé à ce genre d'utopie, le combat pour la mise en œuvre d'une écologie de la libération humaine s'impose plus que jamais.

En défendant ces idées, ne vous êtes-vous pas heurté au découragement, voire au cynisme ?

On va me traiter d'utopiste. C'est certain. Mais c'est aussi une question de vie ou de mort. Il faut que la raison nous guide. On croit qu'en écrivant on va changer le monde. Ce qui est évidemment faux mais ce qui compte est que je ne sois pas le seul à défendre ces idées. J'ai écrit ce livre pour contribuer à ce que le public en prenne conscience.

Vous faites allusion à un «toiletage de données» qui aurait eu lieu sur le site Internet de Météo France. L'institution, après avoir annoncé un

refroidissement général depuis plusieurs décennies annonce en 2000 que les stations météorologiques indiquent depuis le début du xx^e siècle une augmentation lente de la température. Comment expliquez-vous ce revirement ?

Attention, à mon sens il n'y a pas mensonge de la part de Météo France dans cette anecdote mais plutôt maladresse. Les stations météo étaient voici soixante ans dans un environnement qui, depuis, s'est urbanisé. Les responsables ont considéré que les données récoltées ont de fait été perturbées par l'urbanisation. Ils leur ont donc affecté des coefficients de variation. Une fois ces coefficients affectés, la tendance s'est inversée. D'un refroidissement jusqu'en 2000, les données indiquent désormais un réchauffement. Mais si les responsables reconnaissent sans aucun problème ce toilettage de données, il n'y a pas moyen d'aller plus loin sur les conditions qui l'ont entouré. Il n'y a pas forcément de scandale mais dans un contexte où l'origine anthropique du réchauffement climatique pose encore question chez les spécialistes, c'est maladroit, à mon sens, de ne pas communiquer au sujet de ces données.

Cela pose la question de l'importance de la culture scientifique.

La diffusion des connaissances scientifiques est cruciale. Cela permet d'alerter les jeunes gens ! Si on ne comprend pas ce qui se passe, on a moins de prise sur le monde, car on ne peut pas intervenir rationnellement sur des phénomènes dont on ignore les mécanismes. ■

Initiatives climat en Poitou-Charentes

La Région Poitou-Charentes a l'ambition de respecter le protocole de Kyoto à l'échelle de son territoire, ce qui représente 800 000 tonnes d'équivalent CO₂ à éviter d'ici 2010, et de préparer la perspective de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.

Afin d'atteindre ce double objectif, la Région et l'Ademe ont lancé la démarche Initiatives Climat consistant à mobiliser le Poitou-Charentes et ses habitants pour la lutte contre le changement climatique. C'est la première région française à engager une démarche culturelle et participative aussi structurée et d'une telle ampleur sur ce thème.

A l'automne 2005, le forum Initiatives Climat a rassemblé 300 acteurs (collectivités, entreprises et grand public). Durant trois sessions, des réflexions ont été menées dans douze ateliers.

Pierre Radanne a été chargé de rassembler et d'analyser, dans un livre blanc, les propositions contenues dans les synthèses des ateliers. Il y affirme la nécessité d'une mutation culturelle de grande ampleur : «Devant un sujet aussi grave et complexe, la mise en mouvement de la société n'est possible que si une information est délivrée par les médias et les institutions, que si les données sont accessibles et, surtout, que si chacun peut en débattre.» Il existe, poursuit-il, «un décalage évident avec la négociation internationale qui met en avant les questions technologiques et financières (mécanismes de Kyoto), les plans nationaux (qui privilégient la réglementation) comme avec les politiques des compagnies énergétiques (place du nucléaire, du gaz). Le débat régional met en avant une dimension fondamentale délaissée : la capacité d'intervention

des acteurs, c'est-à-dire en fait la culture au sens large.»

Ce volumineux document (accessible sur le site www.apcede.com) a été présenté le 16 mars 2006 à l'occasion de la troisième session du forum Eco-industrie dont la réduction des émissions de gaz à effet de serre est un axe majeur.

Le livre blanc constitue la pierre angulaire de l'élaboration d'un plan Initiatives Climat en Poitou-Charentes pour la période 2006-2010. La création d'un comité régional Initiatives Climat composé des référents des ateliers, de la Région et de l'Ademe va encourager et animer le prolongement d'Initiatives Climat sur des thématiques fondamentales qui méritent un approfondissement. Il aura aussi la charge de poursuivre la réflexion et suivre les actions mises en place dans le cadre de la démarche.